

PROPRE EN ORDRE

Place de la Riponne,
la suite du nettoyage

SQUATS

10 ans de la Laiterie

Lettre à la syndique
d'Échandens

Zurich : Labitzke et ABS
évacués



SQUAT PORNO DIESEL (BUSSIGNY)

Récit d'une évacuation

C'est une histoire de café.
De café et de portes.
Il n'y avait personne
quand je suis arrivé à la
table pour déjeuner ce
matin, mais la cafetière à
demi-pleine de café tiède et la miche de pain
frais trahissaient la présence de quelqu'un
de réveillé dans la maison. De fait, à peine le
temps de croiser trois mots et de rouler une
cigarette et une copine surgit en poussant le
rideau. Dehors il fait moche à crever, il pleut
des hallebardes depuis ce matin. C'est pas
des roulottes qu'on devrait construire, c'est
une arche, le déluge est pour bientôt. Ha-ha.

Des roulottes. Et puis une cuisine. Et un
salon-cinéma-salle à manger. Et un château
fort. Vite finir d'un côté pour pouvoir vite
recommencer d'un autre.

" - T'as vu la grosse BM noire devant la
porte ce matin? - Non, j'ai pas fait gaffe.
Les potes sont rentrés en benz cette nuit,
j'ai entendu claquer les portières depuis ma
caravane.

- Mouais. Ça ressemble pas trop à une

voiture des copains, plutôt à la C.I.A.... ça
fout les boules. T'as bien avancé dans ta rou-
lotte j'ai vu...

- Ouais, j'ai piqué la mouche hier soir! On
va chercher du pare-vapeur aujour..."

Bref, ça tourne à la monomanie.

10h42 : La table est pas trop en bordel ce
matin, il y a du mieux ces jours. Faut contin-
uer à pousser, quand j'serai grand j'serai un
gens bien. 10h43 : Isol', pare-vapeur, lam-
bris. Est-ce que j'aurai fini lundi? 10h44 :
Pain, beurre de cacahuètes, confiture. Est-ce
qu'il reste du café?

15 août 2014. Le ciel est gris. Peter-Pan s'est
pendu.

~

"- Debout! Debout-debout-debout!" Je me
sens idiot à courir comme ça dans le couloir
en frappant des mains.

La seule voix qui me répond me demande
ce qu'il se passe. Mais il sait très bien ce
qui arrive, comme je savais en entendant
"POLICE!" tout à l'heure, qu'aucun des
copains ne les imite si bien. Des fois on
préfère croire à une mauvaise blague.

... suite page 4

ASSERVISSEMENT

EVAM, un goût de cadavre dans la bouche

En juin 2013, le Festival de
la Cité (Lausanne) a engagé
un partenariat avec l'EVAM
(Etablissement Vaudois
d'Accueil des Migrants) pour le montage
et le démontage de ses infrastructures;
huit requérants d'asile ont ainsi été
intégrés à l'équipe technique du festi-
val. Cette démarche s'intégrait dans le
cadre des programmes d'occupation et
des "TUP" (Travaux d'Utilité Publique)
mis en place par l'EVAM ces dernières
années, lors desquels les requérant-e-s
d'asile se voient "offrir" la possibilité de
travailler pour des sommes dérisoires.

... suite page 2

L'ESPACE AUTOGÈRE DE LAUSANNE

**REPRISE DES BOUFFES POP
TOUS LES JEUDIS A 20H00,
CÉSAR-ROUX 30, 1^{ER} ÉTAGE**

ZURICH



Début août: après 3 années d'occupation, la police zurichoise évacue l'Autonome Beauty Salon et l'aire Labitzke. La société immobilière Mobimo projette d'y construire un projet sans âme comprenant des tours atteignant 67 mètres de haut.

GENÈVE

DANCE AGAINST POLICE

Parce que la police œuvre au vol de nos vies en défendant un système mortifère, empêchons le défilé du bicentenaire de la police genevoise !

Comme celles et ceux qui désirent la liberté et refusent une existence réduite à la survie, au travail et à la consommation, propageons la révolte contre toute forme de pouvoir !

Ils frappent impunément, nous répondrons sauvagement !

**RDV SAMEDI 4 OCTOBRE À
13 HEURES SUR LA PLAINE DE
PLAINPALAIS GENÈVE**

... suite page 1 (EVAM, un goût de cadavre dans la bouche)

Lors du Festival de la Cité 2013, ces personnes ne se sont pas vues fournir du matériel adéquat (habits appropriés, veste de pluie, chaussures de protection) pour la mise en œuvre d'un travail astreignant et conséquent : montage/démontage de tribunes, installation de scènes, transport à la main des infrastructures sur des distances considérables. Notons également que ces personnes n'ont pas bénéficié d'un geste en nature du festival, pas même un badge pour la zone "staff", pas même un bon boisson alors que tou-te-s les autres membres de l'équipe technique ont reçu un badge avec leur nom et photo.

Jugeant cette démarche et ces conditions indignes, nous avons mené une action d'affichage et de diffusion de tracts pendant le festival. Certaines personnes se sont faites suivre par des agents de l'entreprise de sécurité privée engagée par le festival afin d'être identifiées. Nous avons condamné cette démarche liberticide, nous revendiquons la liberté d'expression partout et tout le temps. Les espaces où se tiennent le festival sont des endroits publics, ni des chiens ni leurs maîtres ne nous empêcheront d'exercer une action démocratique dans la rue.

Suite à notre action et à l'expression d'un désaccord parmi les travailleu-euses de l'équipe technique du festival, des badges nominatifs et des bons boissons ont été donnés aux migrants.

Plus récemment, nous avons été choqué-e-s encore une fois (mais néanmoins pas si surpris-es) de constater que le Festival de la Cité 2014 réitérait l'expérience en collaborant une nouvelle fois avec l'EVAM, en embauchant de nouveau des requérants d'asile pour les payer une misère (30.- par jour) alors que les autres travailleu-euses touchaient plus de 200.- par jour.

Nous condamnons les organismes et les institutions qui acceptent de collaborer avec l'EVAM. L'EVAM reste un outil de contrôle, chargé par le Conseil d'Etat de la surveillance et du formatage des requérant-e-s d'asile. La mission qu'ils proclament, celle de l'aide à l'intégration, n'est que poudre aux yeux. Ce qu'ils appellent "prestations" ne sont en fait que des obligations de l'Etat. Les idées exprimées par l'EVAM lui-même sont dégoûtantes, le résultat consternant.

Les programmes d'occupation pour migrant-e-s et les TUP réalisés ces dernières années par les personnes « bénéficiant des prestations » de l'EVAM ne contribuent en rien à leur intégration; ils permettent seulement de normaliser encore plus facilement une attitude paternaliste et discriminatoire avec des personnes affligées de lois d'exclusion.

Ces programmes d'occupation deviennent pourtant une pratique courante et acceptée par de nombreuses institutions et organismes (Commune de Lausanne, Commune de Vevey, Commune d'Yverdon-les-Bains, Transports Publics Lausannois, Festival de la Cité, Lausanne Roule, Pro Natura, Festi'Neuch, ...). La Ville de Lausanne, par le biais de la municipale verte Florence Germond, se vante d'ailleurs "d'une opération où tout le monde ressort gagnant, où les migrants voient une première porte s'ouvrir sur le monde du travail" lorsqu'elle parle du désherbage manuel des 24'000 tombes des cimetières lausannois, tâche effectuée depuis le mois de mai par quatre requérants d'asile (24 heures, 14.08.2014).

Notons par ailleurs que les travaux en question restent des travaux lourds, conséquents et peu valorisants (ramassage d'ordures et "nettoyage" de la voie publique, montage/démontage d'infrastructures d'événements, arrachage de plantes envahissantes, ...). Nous soulignons encore le fait que les personnes qui acceptent de travailler sous ces conditions ne sont pas volontaires, elles n'ont juste pas d'autres choix dans un cadre légal.

Nous sommes convaincu-e-s que d'interdire de travailler légalement aux requérants, de les entasser dans des "centres", des "abris" ou des "camps", puis d'annoncer à certain-e-s qu'elles/ils pourraient avoir la "chance" de gagner 30.- par jour relève plutôt de la ségrégation et ressemble curieusement à de l'esclavage...

Aucune collaboration avec l'EVAM, solidarité avec tou-te-s les migrant-e-s.

Collectif EVAM asservissement

PROPRE EN ORDRE

RIPONNE NETTOYAGE, LE RETOUR

Cet été, et sous l'impulsion du municipal Grégoire Junod, des bars et des cantines temporaires ont « fleuri » sur ou pas loin de la place de la Riponne, au centre-ville de Lausanne. Le plan se place dans la foulée de la monumentale descente de police orchestrée par Junod lors de son premier jour à la tête du service de la sécurité publique en septembre 2012. Il s'agit de se débarrasser des populations qui dérangent. La suite se montre tout aussi claire; les remplacer par des populations plus lisses, plus dociles, qui apprécient les canapés de récus, les jus fair-trade, les bières artisanales, les crêpes et les sirops bio-maison. Précisons encore que ces structures temporaires, qui travaillent en étroite collaboration avec divers services de la Ville (jardin d'enfants), se sont vus offrir l'emplacement par le chef Junod en toute gratuité. Malgré cela, ces coins branchés de l'été ne manquent pas de pratiquer des prix exorbitants et n'hésitent pas à embaucher de la main d'œuvre moins rémunérée que ses autres employé-e-s pour effectuer les tâches ingrates tel que le nettoyage des toilettes, entre autres. Un doux mélange d'opportunisme et de collaboration. Dégoûtant, à en couper carrément la soif, ou l'appétit...

10 ans de la Laiterie

Le 7 septembre 2004 à 14h04, on occupait La Laiterie à la rue Marterrey (Lausanne), bâtiment vide depuis 6 ans. 10 ans après, on est toujours là.

Durant cette décennie, il y a eu à notre rencontre une procédure pénale pour violation de domicile. 3 personnes ont été condamnées à 120 heures de travail d'intérêt général avec un délai d'épreuve de 2 ans. Ça ne nous a pas fait partir.

Puis une longue procédure civile a aussi eu lieu afin de nous déloger. Ça n'a pas fonctionné. Et nous avons même obtenu en 2009 "un accord" définissant notre départ selon nos trois conditions pour éviter de laisser une maison vide ou un terrain vague (l'existence d'une adjudication des travaux confirmé par un contrat d'entreprise signé; une date de début effectif des travaux avec un planning de chantier confirmé et une décision positive de l'administration).

Durant ces 10 ans, on a ouvert un salon de thé, organisé des soirées, des petits concerts, des projections de films, des fêtes de quartier et toutes sortes d'ateliers... Surtout, on a vécu ensemble, accueilli plein de monde, discuté beaucoup pour ne pas devenir trop conNEs et fait pas trop d'enfants.

Le samedi 4 octobre, on fête tout ça!

20h Exposés (les limaces, la bouffe au Moyen-Âge...)

22h The Groots (techno-ragga) / Labrats Bugband (hiphop pirate)

Disco, bar ambulant, crêpes, glaces & surprises

Lettre à la syndique d'Échandens

Mme la syndique,

Habiter une maison est une démarche qui, pour nous, consiste à s'organiser dans un lieu et à concevoir des projets qui s'y inscriront dans le temps en fonction de son environnement (voisinage, terrain, mode d'habitat, etc.). Dans cette idée nous ne prendrons jamais en compte les lois sur lesquelles vous vous appuyez pour assurer que nous ne sommes pas dans notre « bon droit ». Bien que la mise en application de ces dites lois font souvent, puisqu'en notre défaveur, office de bâtons dans les roues. Ce sont ces mêmes lois qui vous permettent de laisser des maisons tomber en ruine de votre propre gré en toute quiétude et ce par le simple fait qu'elles soient vos propriétés.

Pas que nous ne considérons pas la décision de la juge, mais il était important pour nous d'avoir un contact avec vous directement et que vous nous fournissiez le contrat de l'entreprise de démolition signifiant la date de début des travaux que vous vous étiez engagée à nous faire parvenir. Rien ne vous tenait de le faire, vous ne l'avez pas fait. Dès lors rien ne nous tient de payer une consommation d'eau. Au moins nous sentons-nous utiles de vous avoir permis d'accélérer les procédures de démolition et d'offrir enfin à la commune d'Échandens le terrain de sport que M. Thévenaz [avocat de la commune] a assuré être un besoin urgent pour les jeunes du village (nous citons « c'est maintenant, c'est urgent ! »), quand bien même les démarches de mise à l'enquête pour sa réalisation ne sont pas encore mises sur pied.

Vous avez plusieurs projets pour le village d'Échandens à ce jour. Détruire cette maison en est un. Qu'en est-il de l'ancienne laiterie et de la ferme du Château ? Ces bâtisses sont tout aussi vides et inutilisées que la maison Ciana l'était quand nous y sommes rentrés. Le bon sens voudrait-il que vous nous y relogiez ? Qu'en dites-vous ?

Ce serait un plaisir pour nous de rester dans ce

village où nous avons pris l'habitude d'acheter notre pain quotidien et de nous retrouver avec les voisins dans différents contextes.

Si tel ne devait pas être le cas, nous ne donnerons pas l'adresse de notre futur domicile, le bulletin de versement de nos amendes représentant vos frais d'avocat pouvant aussi nous arriver par e-mail.

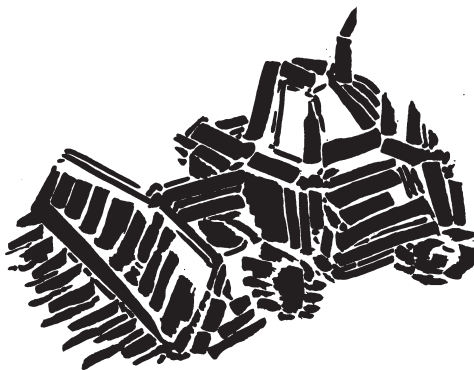
Vous vous attendiez peut être que nous vous soyons reconnaissants mais nous n'avons malheureusement pas eu l'occasion de l'être.

Le Collectif Chenaille.

Le collectif Chenaille a occupé à la mi-avril 2014 une maison au centre d'un amphithéâtre de villas à la frontière des villages d'Échandens et de Denges. Maison inhabitée depuis le début des années 80 après la vente à la commune d'Échandens par son ex-proprétaire, Monsieur Ciana, du terrain et seulement du terrain, la maison n'ayant pas de valeur comme cette même commune projetait déjà de la détruire.

Depuis l'occupation de cette baraque, la syndique et ses collègues de la municipalité se sont toujours refusés de rendre visite aux occupants malgré les invitations à répétition, accélérant en toute quiétude les démarches de démolition.

Le collectif obtiendra suite à la comparution au tribunal d'arrondissement de Nyon (le 16 juillet) de rester jusqu'à la veille des débuts effectifs des travaux. La commune arrivera de son côté à faire démolir cette maison en date du 1er septembre.



FLICS ZÉLÉS

Délit de faciès, contrôle d'identité à quelques pas de la place Chauderon. Fouille, paternalisme, mise en garde. Quelques heures plus tard, de retour à la maison, Maurice (nom d'emprunt) se rend compte que le billet de 20 francs qui était rangé soigneusement dans son porte-monnaie n'est plus à sa place. Par contre, au fond du sac, la mag-light du flic qui a procédé à la fouille, et qui tout excité par la vue du billet rouge, en a perdu sa lumière.

FLICS ZÉLÉS (BIS)

Marcel (nom d'emprunt) a écopé d'une amende de 250 francs (ou 1 jour de prison ferme) pour trouble de l'ordre public alors qu'il avait simplement demandé à trois flics occupés à contrôler un mendiant devant la gare de Lausanne où il était possible de manger un bon poulet grillé. Ils n'ont vraiment pas d'humour...

FLICS ZÉLÉS (TER)

Les shérifs de l'ouest (la police de l'ouest lausannois) se sont bien lâchés, comme à leur habitude, lors de l'évacuation du squat Porno Diesel à Bussigny (cf. récit de l'évacuation dans ce numéro). Vitres des véhicules brisées, pots d'échappements bouchés, affaires personnelles retournées et entassées dehors sous la pluie, outils subtilisés, et bien d'autres crasses encore, en guise de vengeance, ou plutôt de connerie.

LA POLICE VUE PAR ELLE-MÊME

« Le policier agit comme il est formé. Il faut donc le former comme il doit agir » (colonel Alain Bergonzoli, directeur de l'académie de police de Savatan – Tous ménages de la police cantonale vaudoise, mai 2014). Difficile de dire plus clairement que dans la police, ce n'est pas la réflexion qui prime...

... suite page 1 (Récit d'une évacuation)

Le petit juge est là. Il n'est pas seul, les vaches ça marche en troupeau. Il est accompagné du vice-aide-assistant juge, préposé aux intempéries, et d'un schtroumpf à lunettes, promu grand schtroumpf pour l'occasion. Le schtroumpf costaud est resté en retrait, il examine la porte déjà ouverte. Je crois qu'il a très envie de l'enfoncer quand même.

Il est venu discuter. "Vous n'êtes pas sans savoir que..." Non, nous ne sommes pas sans savoir, nous sommes sans comprendre. Il veut faire un tour dans la maison pour mettre son nez dans nos slips sales, on lui ferme la porte au bec. La porte, la vraie.

Conciliabule. Nous sommes trois. Un couple de potes est dans le bus sur le parking. Les téléphones sonnent.

A travers les barreaux de notre nouvelle prison, le petit juge veut nous parler. Il a les deux mains enfoncées dans son imper de Gestapiste, son sbire lui tient un parapluie au-dessus de la tête. Il veut connaître nos intentions, nos projets, il propose de négocier un délai pour que nous puissions mettre nos vies dans des cartons et les emporter loin d'ici. Pas dans un squat on l'espère, nous dit-il avec un sourire entendu.

Je crois qu'il s'inquiète pour nous.

Nous, on est pas contrariants, un délai ça nous va bien. 2018 et on se redit?

2018 ça ne va pas. On joue pas le jeu, et puis la Municipalité a un chouette projet de terrain vague pour tout-de-suite-là-maintenant. Il faut partir, vous avez perdu. Aujourd'hui on est venu discuter, il n'y aura pas d'arrestations, n'est-ce pas Colonel Moutarde? Mais on va revenir avec tous nos petits copains si vous restez. Acquiescement du Colonel. Lui non plus n'est pas contrariant, depuis ce matin il se borne à répéter ce que dit le petit juge. Le vocabulaire en moins, l'agressivité en plus. Je crois que je préfère encore ça. Ça a le mérite d'être franc. Les caresses de chien, ça donne des puces.

"- Alors votre décision?" demande le petit juge. À travers le tissu de son manteau je vois trembler ses mains. Les miennes aussi tremblent.

"- On reste."

Le café est servi à Bussigny. Le ver est dans la pomme. L'oiseau est dans la cage. La France parle aux Français, les téléphones sonnent encore, l'info circule. On n'a pas encore bien compris ce qui arrive.

Encore un café, encore une clope. Tourner comme des toupies en se demandant quand est-ce qu'ils partent. Par les vitres des fenêtres de la cour on les voit s'acharner à démonter la porte déjà ouverte. Sur la rue, ils sont deux fois plus nombreux à chaque coup d'oeil. Il faut se rendre à l'évidence, ils ne partent pas.

Par contre les potes arrivent. Soulagement de voir les deux premières têtes connues débarquer sur la rue en vélo. Pas le temps pour des hésitations, on leur fait passer un sac avec les ordis, c'est toujours ça qu'ils n'auront pas. Il faut agir avant de les laisser s'organiser, le temps joue contre nous. Dehors, de plus en plus de copains, contenus par de plus en plus de flics.

Coup de fil avec le parking, on décide de se rejoindre dans les salles du bas et de tenter une sortie par derrière. Pendant que Roger et Magalie sortent du bus par une fenêtre et rasent les murs,

on descend par le conduit de cheminée.

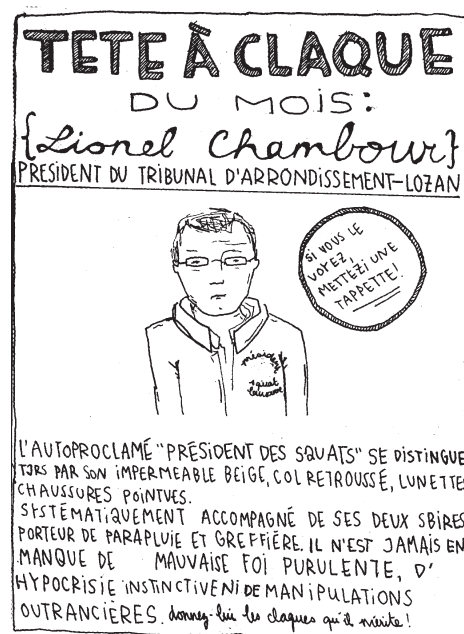
On est cinq. Nouvelles pièces, nouveaux espaces, nouvelles têtes, nouveau souffle. Le salon devenait oppressant.

Résumé de la situation. On est en bas mais on n'est pas sorti. L'accès aux pièces du fond est toujours barricadé et les flics nous encerclent petit à petit. Il faut réfléchir vite, agir plus vite encore.

L'accu de la visseuse rend l'âme sur la première vis, le reste se fera à la main. C'est long, on perd dix minutes. Lorsqu'on atteint enfin le fond du bâtiment, c'est pour s'apercevoir qu'ils ont complètement cerné la maison.

Qu'est-ce qu'on doit faire? Ça flippe un peu et ça trie pas mal de noix. Les avis divergent. Monter sur le toit? Tenter une sortie au risque que certains y laissent des plumes? Négocier? Tout le monde change d'avis trois fois.

On essaye d'appeler les potes pour avoir des



infos, mais c'est dur de se comprendre. La tension monte d'un cran. Ça fume clope sur clope, l'air est épais.

Stop.

Quelqu'un propose de boire un café. De discuter à la table du salon, de prendre la température et d'aviser. On remonte.

En haut, la température c'est chaud-bouillant. La rue est pleine de bleus, et il y a de toutes les variétés. Policiers, gendarmes, anti-émeutes et tout le tremblement. Derrière la porte on nous aboie "Monsieur? Ouvrez la porte!"

La cafetière est sur le feu. Sur la table traînent les pots de confiture ouverts et une tartine à demi-mangée. On demande à parler au juge, puis à discuter entre nous. La voix répète inlassablement "Ouvrez la porte! Monsieur? Ouvrez la porte!" Il est bon pour la poubelle celui-ci, son disque est complètement rayé.

"- Messieurs, j'ai ma montre en main, il est treize heures quarante-sept, vous avez deux minutes pour parler entre vous."

Cent-vingt secondes. C'est tout ce qu'on aura réussi à grappiller après de longues minutes de

négociation avec une porte fermée.

On se regarde. On hésite. On est proche du dénouement et on le sait. On le sent. Mais de là à leur ouvrir?

"- Trente secondes!"

Dans la cuisine se répand l'odeur du café : il est en train de monter. On sort déjà les tasses. On avait dit qu'on buvait le café, non?

"- Messieurs, les deux minutes se sont écoulées, je vous invite à vous ôter de devant la porte."

Qu'est-ce qu'ils peuvent être désagréables ces gens-là! Peut-être qu'on leur aurait ouvert si on avait pu finir tranquillement nos tasses. Mais il faut bien l'avouer, je suis toujours un peu de mauvais poil le matin quand on me casse les bonbons avant que j'aie bu mon café.

DONG!

Les coups de masse sur la porte font résonner les barres d'acier comme des cloches.

DONG!

Assis à la table du déjeuner, je sirote mon café sans arriver à réprimer un sourire. On va savoir ce que cette porte a dans le ventre.

DONG!

Paul s'avance pour demander s'il peut poser une question. Le flic à la masse ne répond pas, son collègue l'invite avec une finesse toute bovine à continuer à taper. Maintenant il n'y a plus que le marteau qui parle avec la porte.

Dong!

Ça s'essouffle. Ça s'énerve. Ça se passe la main et ça reprend de plus belle.

DONG!

La barricade fait bien son boulot, la porte tient bon. Par le petit trou percé vers la poignée on aperçoit de temps en temps un œil noir qui nous lance un regard agacé.

DONG!

J'ai l'impression qu'ils frappent directement sur mon crâne. Il faut partir. Quitte à tous se faire prendre, autant que ce soit devant tout le monde, plutôt que de se faire rosser dans son salon par les gardiens de la paix.

DONG! DONG! DONG! DONG!

Le glas sonne. C'est terminé. On est resté jusqu'à la grande scène de la fin. Rideau. Merci à tous. Je passe mon café à Paul à travers la cheminée et jette un dernier regard à notre chez-nous avant de descendre à mon tour. Salut maison, c'était bien de vivre ensemble.

Le ciel. Enfin. On est sorti par la grande porte, au nez et à la moustache de tout le monde. On a profité de la cohue générale pour se disperser dans la foule des potes.

Je marche en direction d'une voiture, le café à la main. Il faut vite partir d'ici. Mais moi je crois bien que j'avais envie de rester encore un peu.

Au fond, il n'a pas menti le petit juge, il n'y a pas eu d'arrestations aujourd'hui.

Dans ma bouche reste le goût amer du café.

Un de ce qui reste.

